

# Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

## Rapport ERM

### Aires de santé de Kingarame, Kasizi et Buhumba en Territoire de Nyiragongo



## Contexte

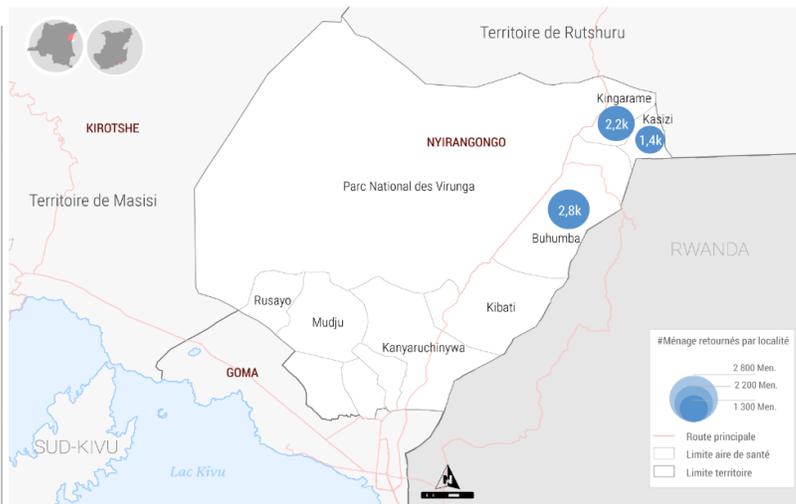
### Description de la crise

La ville de Goma a connu vers la fin du mois de janvier 2025, des affrontements violents entre les FARDC/Alliés et les M23 pour le contrôle de la ville de Goma, à l'issue desquels ces derniers ont pris le contrôle quasi total de cette ville. Ces affrontements ayant commencé le dimanche 26 janvier avec une incursion des troupes de M23 à partir de l'axe Kanyaruchinya, la quasi-totalité des déplacés qui vivaient dans les sites et centres collectifs sur cet axe, estimés à au moins 96 000 personnes, ont dû soit se réfugier en familles d'accueil dans la ville de Goma, soit retourner dans leurs localités d'origine, principalement dans la partie nord du Territoire de Nyiragongo, et dans le Territoire de Rutshuru. Ainsi, la totalité des sites et centres collectifs sur cet axe sont restés complètement vides, les déplacés et la communauté hôte ayant détruit tous les abris, et même les infrastructures WASH (latrines et douches) construites par les acteurs humanitaires.

Lors d'une mission go and see conduite par les humanitaires sur cet axe le samedi 1er février 2025, ce départ massif des déplacés a été ainsi constaté, dont l'ampleur a été estimée à au moins 60% des déplacés concernés.

Vue l'évacuation de pratiquement tous les déplacés qui vivaient sur cet axe, la tendance au retour baisse sensiblement dans la zone d'accueil, étant donné que la quasi-majorité de ces déplacés seraient déjà retournée chez elle. Ainsi, en réponse aux alertes EH 5692 et 5697 créées par OCHA, la COHP a recommandé l'organisation d'une mission d'évaluation rapide multisectorielle dans ces zones de retour, notamment dans les aires de santé de Kasizi, Kingarame et Buhumba. Celle-ci ayant pour objectif de ressortir les besoins urgents auxquels se trouvent désormais confrontés ces personnes récemment retournées et d'évaluer l'impact réel des différents épisodes d'affrontements dans cette zone, sur les infrastructures socioéconomiques de base.

La mission d'évaluation a connu la participation de 25 personnes représentant deux Agences UN (OCHA et FAO), 10 ONG internationales (Concern, INTERSOS, IRC, World Vision, Save The Children, NRC, ALIMA, MEDAIR, HI et OXFAM GB) et 06 ONG nationales (AIDES, Heal Africa, UCD, SYOPADI et RAPDI)



Source des résultats : <sup>1</sup> EM IC RDS/GDC

<b>Code de l'alerte</b>	5692	5692
<b>Autres codes d'alerte</b>	5697	
<b>Date de début de crise</b>	01/02/2025	04/02/2025
<b>Date de fin de crise</b>	01/02/2025	En cours
<b>Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée</b>	39641	1137
Taille moyenne ménages	8,0	-
<b>Accès physique</b>	Moto	
<b>Accès sécuritaire</b>	Non	
Présence de la MONUSCO	Non	
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor	
<b>Couverture tél.</b>	0% (estimation)	
<b>EM:</b> Enquêtes ménages ; <b>IC:</b> Informateurs clés <b>RDS:</b> Revue de données secondaires <b>GDC:</b> Groupe de discussion communautaire <b>OL:</b> Observations libres		

## Conséquences humanitaires

Les affrontements armés ont provoqué la destruction de plusieurs infrastructures de base dans la zone de retour (école, centres de santé et hôpitaux, habitations...), réduisant ainsi l'accès de la population retournée à ces services, mais aussi entraîné une réduction de l'accès à la terre, à la suite de l'accaparement des terres laissées derrière pendant le déplacement par d'autres populations et/ou des éléments des groupes armés. Ce contexte de crise est aussi caractérisé par une profonde perturbation des activités socioéconomiques dans la zone de retour (la guerre ayant détruits les moyens de subsistance et rendu difficile les activités agricoles et commerciales au niveau local) et par un niveau élevé de stress psychologique chez la population, entraînant parfois des pertes en vies humaines. Mais aussi, la pauvreté et la pression sur les ressources naturelles dans la zone se trouve renforcées

### Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	18%	16%
6-17 ans	16%	19%
7 mois-5 ans	11%	11%
0-6 mois	3%	3%
Total	49%	51%

### Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	72%
Nutrition	6%
Abris	11%
Articles ménagers essentiels (AME)	17%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	15%
Santé	11%
Education	9%
Nourriture	22%
Moyens de subsistance	3%
Protection	5%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	1%
Cash (inconditionnel)	7%
Autre	0%

## Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			0		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	2%	23%	-	73%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	7%	-	23%	-	70%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	11%	-	-	66%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	82%	-	-	-	18%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	86%	-	13%	-	1%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	80%	-	12%	-	8%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	9%	64%	23%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris		34%			
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	15%	45%	39%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	4%	4%	35%	71%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	4%	-	0%	-	96%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	14%	23%	57%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			51%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)			Paludisme		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	75%	-	-	-	25%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	85%	-	-	-	15%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	72%	-	-	-	8%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	69%	-	11%	-	20%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				68%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

## Perspective d'évolution de la crise

La tendance au retour dans la zone est sensiblement à la baisse, vue que la majorité des personnes qui s'étaient déplacées sont retournées dans la zone. On estime à tout au plus 15% des déplacés qui ne sont pas encore retournés. Mais ces derniers pourront retourner dès que les conditions de vie vont s'améliorer dans leur zone d'origine. Les personnes qui sont encore restées en déplacement manquent d'argent pour le transport ou craignent de trouver leurs maisons détruites et/ou occupées.

## Besoins prioritaires

### Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup>

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	74%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%
Vouchers / foires	30%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	82%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	31%
Autre	5%

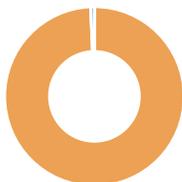
### Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup>

	(Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>
Fréquence max. possible: 63	
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	39
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	15
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	6
Abris	4
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	6
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	37
Santé	55
Education	25
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0



## Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
■ Déplacés	0%	17%	
■ Retournés	99%	46%	
■ Communauté hôte / autochtones	1%	33%	
■ Réfugiés	0%	4%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

### Analyse des mouvements de population

La grande majorité des personnes retournées est arrivée dans la zone au cours des trois dernières semaines, partant de la date de l'entrée des M23 dans la ville de Goma. Ces déplacés sont venus dans leur large majorité des sites et centres collectifs qui se trouvaient sur l'axe Kanyaruchinya ; dans les groupements de Munigi, Buvira et Kibati se trouvant dans la partie sud du territoire de Nyiragongo. Au dire des différentes personnes interviewées, le retour des déplacés est estimé à plus de 90% des personnes qui s'étaient déplacés durant la période d'affrontements.

Sur la base des chiffres communiqués par les infirmiers titulaires des aires de santé visitées, il se dégage un total de 6 387 ménages déplacés dans ces trois aires de santé, soit 2 212 ménages dans l'aire de santé de Kingarambe, 1 376 ménages dans l'aire de santé de Kasizi et 2 799 ménages retournés dans celle de Buhumba. Ce qui fait un total estimatif d'au moins 51 000 personnes retournées dans ces trois entités, sur base d'une taille ménage identifiée à 8 personnes. Toutefois, ces chiffres restent estimatifs. En effet, la zone ayant connu un déplacement de la quasi-totalité de sa population, y compris du personnel de santé, et le pillage de tous les bureaux administratifs des services publics, la mission n'a pas trouvé des chiffres documentés sur les mouvements de retours, aucune entité n'ayant encore à ce stade finalisé un décompte minutieuse des personnes retournées et membres de la communauté haute.

### Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	0	196
Retournés	39374	521
Communauté hôte / autochtones	267	375
Réfugiés	0	42
Rapatriés / expulsés	0	3

**Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée** 39641 1137

**Taille moyenne des ménages (EM)** 8,0 -

**Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)** 99% 203% #REF!

**Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil** 38% (Réponse IC majoritaire) Oui, quelques-uns (moins de la moitié) 0,2

**Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée** 15051 -

#REF!

#REF!

**Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement** (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

	Chiffre total	Chiffres détaillés			
		Aires de santé	Retournées	Pop. hôte	Total
Déplacés	0				
Retournés	51 096	Kingarambe	2 212	246	2 458
autochtones	5 677	Kasizi	1 376	153	1 529
Réfugiés	0	Buhumba	2 799	311	3 110
Rapatriés/Expulsés	0	<b>Total ménages</b>	<b>6 387</b>	<b>710</b>	<b>7 097</b>
<b>Total</b>	<b>56 773</b>	<b>Estimation pop (taille 8)</b>	<b>51 096</b>	<b>5 677</b>	<b>56 773</b>

## Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

### EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	1	9%	0	0%	1	3%
	115-125 mm	5	45%	2	4%	7	17%
	>125 mm	5	47%	22	96%	27	80%
	MAG	6	53%	2	4%	8	20%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	1	10%	3	8%	4	9%
	>125 mm	10	90%	25	92%	35	91%
	MAG	1	10%	3	8%	4	9%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	1	5%	0	0%	1	1%
	115-125 mm	6	28%	5	6%	11	13%
	>125 mm	15	67%	47	89%	62	86%
	MAG	7	33%	5	6%	12	14%
Femmes enceintes et allaitantes	n						
	<185 mm	2	8%				
	185-230 mm	4	12%				
	>230 mm	24	80%				
MAG	6	20%					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

### IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total			
	n		n		n			
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	2	1	3				
	115-125 mm	6	3	9				
	MAG	8	4	12				
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	2	3	5				
	115-125 mm	4	5	9				
	MAG	6	8	14				
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	4	4	0				
	115-125 mm	10	8	18				
	MAG	14	12	25				
Femmes enceintes et allaitantes	n							
	<185 mm	999						
	185-230 mm	999						
MAG	1998							

## Analyse Nutrition

Au cours de notre évaluation, il a été constaté qu'aucun programme nutritionnel n'est en cours dans la communauté. Des nombreux cas de malnutrition enregistrés au cours des screening communautaire sont en malnutrition aigüe modérée. Les enfants des familles retournées de 06 à 59 mois sont vulnérables face à la malnutrition car les parents ne disposent pas de moyens adéquats pour nourrir convenablement leurs enfants. Les principaux aliments consommés demeurent la pomme de terre et légume sans l'huile végétale, selon une fréquence alimentaire identique à celle des parents (souvent 1 seul repas par jour), même chose pour les femmes enceintes et allaitantes.

Des cas de malnutrition infantile commencent à se développer dans la zone, alors que la prise n'y est pas assurée (les centres de santé ne disposant pas des ressources ou du personnel qualifié pour effectuer des évaluations nutritionnelles adéquates).

## Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		<b>45</b>	
<b>Principales activités de subsistance (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Travail journalier	51%	23	
Agriculture de subsistance	15%	34	
Agriculture de rente	0%	8	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	13	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	16	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	1%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	1%	7	
Aucune	9%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
<b>Accès à la terre (EM)</b>			
Oui	56%	-	
Non	44%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
<b>Proportion de cultures endommagées (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
<b>Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)</b>			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
<b>Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Oui	83%	-	
Non	17%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)</b>			
Le marché n'est plus fonctionnel	32%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	16%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	4%	-	
Autre	6%	-	
<b>Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)</b>			
			Oui
<b>Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)</b>			
Oui	23%	26	
Non	77%	19	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)</b>			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	6	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	35	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	4	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire</b>		<b>45</b>	
<b>Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) <sup>2</sup></b>			
Production personnelle	19%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	14%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	17%	-	
Marché	12%	-	
Travail pour de la nourriture	57%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	5%	-	
Achat auprès d'un voisin	6%	-	
Petit commerce	9%	-	
Vente de braises/charbon, etc	2%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	4%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	19%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	14%	-	
Autre	6%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)</b>			
Aucune réserves	73%	-	5
1-2 semaines	23%	-	3
3-4 semaines	2%	-	1
Plus de 4 semaines	1%	-	
<b>Nombre moyen de repas par jour (EM)</b>			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
<b>Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) <sup>4</sup></b>			
Acceptable (>42)	7%	-	1
Limite (>28)	23%	-	3
Pauvre (≤28)	70%	-	5
<b>Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) <sup>5</sup></b>			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	11%	-	3
Crise / urgence (≥19)	87%	-	5



## Analyse Sécurité alimentaire

Selon les retournés de toute la zone évaluée, la crise demeure encore, malgré leur retour forcé. Cette crise a aggravé la situation de sécurité alimentaire dans la zone de retour, avec des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire et l'accès limité aux produits alimentaires essentiels.

La population retournée avait majoritairement l'agriculture, l'élevage des petits bétails et du petit commerce comme moyen de subsistance. Compte tenu de l'occupation de leurs champs par les cultures des étrangers pendant qu'ils étaient en déplacement, les nouvelles autorités locales mises en place ont conseillé aux victimes d'occupation des leurs lopins de terre d'attendre ce cycle de production pour récupérer et cultiver leurs champs. Cette situation occasionne une diminution sensible de la production agricole locale. Des petits marchés sont sur place, mais d'autres achats se font dans les marchés situés au Rwanda.

Risque de conflits à court terme liés à l'accès à la terre : tous les ménages retournés ont retrouvé leurs terrains déjà occupés et cultivés. Certains ont promis de restituer- aux propriétaires après les récoltes.

Une assistance d'urgence en vivres et/ou cash en faveur des ménages retournés est nécessaire, suivi d'un appui en relance des activités agricoles et à l'élevage des petits bétails à cycle court de production. L'appui à la mise en place des jardins péri-cases par la distribution des semences vivrières, maraichères et des outils aratoires est aussi primordial.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris</b>		<b>44</b>	

**Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)**

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	73%	-
En famille d'accueil	10%	-
Dans un site spontané	1%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	13%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

**Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)**

Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)

**Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM<sup>6</sup>, IC<sup>2</sup>)**

Maison (construction durable)	9%	3
Maison (construction non-durable délabrée)	77%	40
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	12%	23
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	2%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

**Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)**

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

**Promiscuité dans les abris (EM)**

Oui	34%
Non	65%
Ne sait pas	0%



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

**Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) <sup>7</sup>**

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	8%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	53%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	11%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	10%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%	3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

## Analyse Abris

La capacité d'hébergement dans les zones de retour est soumise à une forte pression en raison de la présence de populations nouvellement rentrées dans leur terroir. De nombreuses personnes n'ont pas accès au logement, et beaucoup dorment dans des abris de fortune sans portes ni fenêtres et sont exposées aux intempéries en raison de conditions de logement déplorables. Le nombre d'abris est insuffisant et ceux disponibles sont surpeuplés, ce qui augmente les risques de promiscuité et de maladie. Observations : 1) une capacité communautaire de la population retournée, la population construit elle-même les abris en feuilles des

## Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
<b>Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)</b>			
Oui	3%	-	
Non	91%	-	
Ne sait pas	4%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	
<b>Score card AME</b>			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	1%	-	2
2 – 2.9	15%	-	3
3 – 3.9	45%	-	4
4 – 5	39%	-	5

## Analyse AME

D'une part, les déplacés du Nord (Kanyaruchinya, Lushagala et Kibati) ont été pris au piège des combats tôt le matin, de nombreux déplacés ont été contraints de rentrer précipitamment chez eux à Kibumba en laissant tous les kits AME derrière eux car selon quelques ménages rencontrés, ils pensaient qu'après quelques heures ils devraient rentrer pour les récupérer. Malheureusement lorsqu'ils sont revenus ils ont trouvé leurs abris détruits et leurs kits AME emportés.

Recommandations: Prioriser une assistance d'urgence en AME aux ménages les plus vulnérables en incluant des kits composés de matelas, couvertures, ustensiles de cuisine, seaux, jerricans et vêtements de base.

Sensibiliser les populations sur l'utilisation et l'entretien des AME pour prolonger leur durée de vie.

## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>54</b>	
<b>Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)</b>			
Robinets privés	-	105	
Robinets public / bornes fontaines	-	105	
Puits à pompe / forage	-	105	
Puits creusé aménagé	-	105	
Source naturelle aménagée	-	126	
Source naturelle non-aménagée	-	126	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	297	
Camion-citerne	-	105	
Charrette avec petite citerne	-	126	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	147	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	106	
<b>Type de source d'eau (EM) <sup>8</sup></b>			
Source améliorée	13%	-	1
Source non-améliorée	15%	-	3
Eau de surface	35%	-	4
<b>Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)</b>			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	51%	-	3
<b>Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)</b>			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
<b>Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)</b>			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
<b>Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)</b>			
< 30 minutes		10%	-
De 31 minutes à 2 heures	10%	40%	-
Plus de 2 heures		50%	-
<b>Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas de problème		1%	0
Les points d'eau sont trop éloignés		62%	18
Les points d'eau sont difficiles d'accès		27%	8
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse		22%	17
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau		4%	0
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé		8%	15
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés		14%	15
L'eau est trop chère		26%	11
Pas assez de récipients pour stocker l'eau		27%	0
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)		15%	6
Autre		14%	16
Ne sait pas		2%	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>54</b>	
<b>Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) <sup>2</sup></b>			
Tous les membres sans distinction	37%	-	
Les hommes adultes	4%	-	
Les femmes adultes	49%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	6%	-	
Les filles de moins de 18 ans	42%	-	
Ne sait pas	5%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) <sup>7</sup></b>			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	0%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	4%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	35%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	71%	-	5
<b>Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)</b>			
Oui, eau et savon	4%	-	1
Oui, eau seulement	96%	-	3
Non	0%	-	5
<b>Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)</b>			
		Aucun(e)	
<b>Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)</b>			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
<b>Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)</b>			
Oui	60%	-	
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Latrines séparées par sexe (EM)</b>			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
<b>Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) <sup>2</sup></b>			
Présence de matières fécales	-	39	
Eau stagnante	-	9	
Déchets solides domestiques	-	27	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	3	
Rongeurs / rats	-	21	
Aucun	-	9	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA</b>		<b>54</b>	
<b>Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) <sup>7,9</sup></b>			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	14%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	23%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	57%	-	5

## Analyse EHA

La zone n'est pas approvisionnée par l'eau. Aucun système d'approvisionnement en eau en place c'est-à-dire pas d'adduction, des sources protégées et non protégées, pas des puits et forages. La population ne fait que vivre de l'eau de pluie et cela pour tout usage. Les gens font se déplacent jusqu'au Rwanda à la recherche de l'eau faisant ainsi plus de 4km. Un réseau d'eau implémenté par Virunga Sarl était en cours avant les affrontements mais stoppé malheureusement jusqu'à ce jour.

La défécation à l'aire libre, le manque des kits WASH, la mauvaise gestion des déchets qui sont jetés n'importe où dans la cour de la parcelle, la faible connaissance de la pratique de gestes barrières de transmission des maladies hydriques sont autant d'autres préoccupations enregistrées. Le manque de Kits d'hygiène intime pour les femmes et filles en âge de procréation est criant, d'après les commentaires des femmes lors des groupes de discussion, celles-ci utilisent des morceaux de pagnes qui sont usés et mal gérés et créent des odeurs chez les filles et femmes.

Selon les enquêtes et observations faites dans les Aires de Santé ciblées, il y a insuffisance d'infrastructure d'assainissement dans la communauté (notamment des latrines familiales) les écoles et dans les Centres de Santé visités ; chose compromettante à la santé cette population.

## Santé

**Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé** **54**

### Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	35%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	10%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	45%	-
Autre	10%	-

### Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	38%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	7%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	45%	-
Autre	10%	-

### Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Reste à la maison / se soigne soi-même

### Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	51%	-
Entre 1 heure et 2 heures	11%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	21%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	17%	-

### Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	10
A la maison avec sage-femme	-	10
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	14
Autre	-	19
Ne sait pas	-	1

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé</b>		<b>54</b>	

### Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) <sup>2</sup>

Pas de problèmes	-	0
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	54
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	17
Manque de médicaments	-	43
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	21
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	2
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	2
Autre	-	1
Ne sais pas	-	0

### Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	51%	-	3
Fièvre	58%	-	
Toux	42%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

### Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	42%	-
Non	44%	-
Ne sait pas	1%	-



### Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

#### Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	501	504
Infection Respiratoire Aigue	2	4
Diarrhées aiguës	500	502
Typhoïde	0	999
Malnutrition aigue globale	334	337
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	500

#### Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

#### Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

#### Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

## Analyse Santé

La quasi-totalité des structures de santé a été pillée et quelques-unes ont été endommagées. L'absence des médicaments dans ces structures et du personnel qualifié rendent difficile, voire impossible, le fonctionnement normal des structures de santé. Les femmes enceinte accouchent en majorité à domicile, à défaut de se référer aux hôpitaux situés soit au Rwanda, à Goma ou dans le Rutshuru (Rugari). De plus les soins de santé sont chers là où elles sont disponibles.

Tous les trois Centres de Santé de référence dans ces aires de santé ne fonctionnent plus depuis octobre 2022, les infrastructures sont encore en bon état mais il faut des réhabilitations des portes et fenêtres et refaire la peinture. Aucun équipement n'est disponible, tout avait été pillé durant la guerre en 2022.

Les structures de santé ne sont pas approvisionnées en eau, les latrines et douches doivent être réhabilitées et les structures n'ont pas de chaîne de froid et d'éclairage. Les pathologies les plus courantes sont le paludisme, les IRA, diarrhée aiguë et ma malnutrition aiguë. En SSR, il y a urgence de renforcer les services de santé sexuelle et reproductive, et d'améliorer l'accès aux soins pour la communauté. Les accouchements se déroulent dans des conditions précaires en raison des longs trajets à parcourir, notamment vers Kanyaruchinia. Il y a

## Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>50</b>	
<b>Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)</b>			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	25%	-	<b>5</b>
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	483	
<b>Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)</b>			
Présence de PSH	15%	-	<b>5</b>
Nombre total d'enfants en situation de handicap	12	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	11	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	

### Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) <sup>2</sup>

	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	32	24	34	25
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	1	0	0	0
Violences intercommunautaires	6	4	0	0
Violences sexuelles	8	18	3	20
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	5	0	2	2
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	3	7	6	11
Violences conjugales	2	8	2	0
Séparation des familles	0	2	4	4
Pillage / vol / cambriolage	0	0	1	0
Pillage du bétail	3	2	0	0
Arrestations arbitraires	0	3	5	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	5	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	2	0
Travaux forcés	4	0	3	0
Autre	2	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) <sup>3</sup>			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
32	24	34	25
0	0	0	0
1	0	0	0
6	4	0	0
8	18	3	20
5	0	2	2
0	0	0	0
3	7	6	11
2	8	2	0
0	2	4	4
0	0	1	0
3	2	0	0
0	3	5	0
0	0	0	0
0	0	5	0
0	0	2	0
4	0	3	0
2	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) <sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	8%	-
Déni d'accès à des services	4%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	7%	-
Pas de cas dans le ménage	79%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	3%	-

### Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) <sup>2</sup>

Violence physique ou harcèlement	5%	-
Déni d'accès à des services	5%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	5%	-
Pas de cas dans le ménage	77%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

### Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection</b>		<b>50</b>	
<b>Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) <sup>2</sup></b>			
Pas de cas dans la communauté	57%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	21%	-	
Viol	5%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	7%	-	
Mariage forcé	4%	-	
Déni d'accès à des services	7%	-	
Abus psychologique / émotionnel	6%	-	
<b>Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)</b>		Non	
<b>Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)</b>			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	5	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	15	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	4	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	13	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	8	
Ne sait pas	-	3	
Ne se prononce pas	-	3	
<b>Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)</b>		Oui	
<b>Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) <sup>2</sup></b>			
Aucun problème	-	8	
Accapement des terres	-	32	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	3	
Accès à la terre pour les PDI	-	5	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	3	
Destruction des cultures ou des animaux	-	5	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	1	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	6	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	5	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	12	
Problèmes de limites	-	3	
Rareté des terres	-	2	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	4	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	6	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

## Analyse Protection

Beaucoup des participants en Focus group n'ont pas voulu clairement s'exprimer aux sujets des problématiques de protection. Toutefois, des cas de violences sexuelles et de discrimination vis-à-vis de la population retournée ont été documentés. La zone ne bénéficie pas encore d'assistance en faveur des victimes des VBG, avec le risque de la propagation des maladies (VIH et autres IST). Mais aussi, l'absence des mécanismes de plainte et de redevabilité ont été relevés. Les champs abandonnés par les propriétaires, fouillant la guerre ont été récupérés et exploités par des étrangers venus du pays voisin. Au même moment, ils ont occupé leurs maisons. D'où un climat de méfiance (une tension latente) entre les communautés qui pourrait dégénérer en violence. Beaucoup de PDI seraient encore dans des centres collectifs et familles d'accueils dans les groupements voisins et dans la ville de Goma craignant des représailles.

Des cas d'enlèvement des jeunes seraient documentés et beaucoup d'hommes et jeunes seraient encore retissant au retour craignant d'être assimilés aux combattants Wazalendo. Enfin, ces zones de retour ayant été des zones de combats, les risques liés aux mines et REG sont élevés dans les champs et ses environs, et dans les villages des groupements

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses)	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education</b>			
		52	
<b>Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)</b>			
		Non	
<b>Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)</b>			
Moins de 1 heure	69%	-	1
Plus de 1 heure	11%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	20%	-	5
<b>Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)</b>			
Oui	4%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	0%	-	
<b>Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)</b>			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
<b>Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)</b>			
Ecoles existantes	-	16	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	3	
<b>Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)</b>			
Garçons (Primaire)	58%	-	
Filles (Primaire)	57%	-	
Garçons (Secondaire)	76%	-	
Filles (Secondaire)	80%	-	
Total	68%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
<b>Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)</b>			
Manque de moyens pour payer l'école	28%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	42%	-	
Destruction de l'école	11%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	6%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	
Enfant jamais allé à l'école	3%	-	
Autre	8%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)<sup>3</sup>**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	9	9
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	14	9
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	3
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	8	7
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	3	2
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	16	18
Autre	2	4
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	9	9
	14	9
	0	0
	0	3
	8	7
	0	0
	0	-
	0	-
	0	0
	0	0
	3	2
	0	0
	0	0
	16	18
	2	4
	0	0
	0	0

**Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:****Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	55%
Avant la crise	-	46%

**Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	91%
Avant la crise	-	49%

**Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)**

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	75
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	35

**Analyse Éducation**

Pratiquement toutes les écoles secondaires ne fonctionnent pas et seulement quelques rares écoles primaires fonctionnent mais pas de manière optimale. Ceci est dû aux pillages et destructions qu'ont connu également les établissements scolaires lors des affrontements et déplacement des populations. Environ 80% d'enfants en âge de scolarité reste hors circuit scolaire selon les informations recueillies dans les focus group. Les enfants retournés ont du mal à accéder à l'éducation en raison du manque d'écoles et/ou des moyens financiers des ménages pour répondre aux besoins de prise en charge scolaire (fournitures scolaires, frais scolaires, ...). Les parents expriment une inquiétude quant à l'avenir éducatif de leurs enfants. L'assistance en réhabilitation, construction et en équipement des écoles impactées par la crise est indispensable. La formation des enseignants sur l'appui psycho-social est aussi un des besoins au vu du nombre d'enfant traumatisés par la guerre. De même aussi la dotation aux structures scolaires des kits Wash, et la construction des latrines scolaires hygiéniques dans les écoles

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses <sup>2</sup> )	Sévérité
<b>Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP</b>		<b>63</b>	
<b>Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)</b>		Non	
<b>Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) <sup>2</sup></b>			
Pas d'aide reçue	72%	-	
Nutrition	6%	0	
Abris	11%	3	
AME	17%	0	
EHA	15%	3	
Santé	11%	6	
Education	9%	0	
Nourriture	22%	3	
Moyens de subsistance	3%	0	
Protection (y compris la sécurité)	5%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	1%	0	
Cash	7%	3	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
<b>Types de besoins prioritaires de la population (IC) <sup>2</sup></b>			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	39	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	15	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	6	
Abris	-	4	
AME	-	6	
EHA	-	37	
Santé	-	55	
Education	-	25	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
<b>Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>			
Cash physique (en espèces)	74%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%	-	
Vouchers / foires	30%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	82%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	31%	-	
Autre	5%	-	

	EM (% de ménages)	IC
<b>Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) <sup>2</sup></b>		
Pas de besoin d'information	6%	-
Où recevoir l'assistance	80%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	80%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)		
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	29%	-
Comment donner son feedback	8%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	13%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	6%	-
Autre	6%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
<b>Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	15%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	68%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	13%	-
SMS	5%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evénements communautaires	15%	-
Crieurs publics avec mégaphones	27%	-
Au travers des leaders communautaires	36%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	9%	-
Organisations / comités de femmes	7%	-
Autorités locales gouvernementales	18%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	2%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
<b>Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) <sup>2</sup></b>		
Appel téléphonique	20%	-
Boîte à plaintes	70%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	53%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	8%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evénements communautaires	13%	-
Crieurs publics avec mégaphones	8%	-
Au travers des leaders communautaires	21%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	5%	-
Autorités locales gouvernementales	10%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

## Analyse AAP

La zone ne bénéficie pas encore d'interventions humanitaires, toutefois la population locale déclare avoir besoin de la mise en place des mécanismes de redevabilité et de gestion des plaintes dans la zone, en accompagnement des prochaines interventions humanitaires. La population souhaite que les futures communications dans la zone lors des assistances soient développées aussi en langue swahili pour permettre une meilleure compréhension.

## Conclusions générales et commentaires

La mission a pu constater la nécessité d'une intervention d'urgence multisectorielle dans les aires de santé de Kingarambe, Kasizi et Buhumba, ces zones qui ont connu d'abord un déplacement quasi-totale de sa population en lien avec le conflit de M23, mais laquelle est à présent quasi totalement retournée. La zone a connu des destructions massives d'infrastructures sociales de base et des pillages, qui fragilisent considérablement les capacités de la population locale à se relever de cette crise. Les structures de santé manquent de tout (médicaments, équipements et même le personnel), les écoles primaires fonctionnent à peine alors que les secondaires sont aux arrêts, des nombreux ménages retournés ont perdu leurs abris pendant le déplacement et leurs champs.

La communauté hôte accueille cette masse importante des personnes retournées, dans un environnement où tous les services communautaires doivent être restaurés. Ces personnes se trouvent ainsi dans une situation de vulnérabilité extrême, ayant perdu la majorité de leurs biens et moyens de subsistance, et subissant les conséquences des destructions et pillages survenus dans leurs localités d'origine pendant les affrontements.

La mission d'évaluation rapide multisectorielle a confirmé la présence dans les aires de santé visitées d'au moins 51 000 personnes retournées et plus de 5 677 personnes membres de la communauté hôte ayant des besoins d'interventions humanitaires urgentes en vivres, relance agricole, en santé, WASH, éducation et AME/Abris.

Aucun positionnement pour la réponse n'est encore noté dans la zone, hormis une réponse d'urgence sous forme de cliniques mobiles, pour une brève période apportée en soins de santé primaire et en nutrition, apportée par MSF Belgique ; et des assistances organisées par ALIMA dans les aires de santé visités, en soins de santé primaire et en santé sexuelles et reproductive, enclenchées lors du passage de la mission.

La zone de santé est accessible physiquement, et vue l'ampleur des besoins, les interventions d'urgence dans les secteurs prioritaires identifiés sont fortement recommandées.

## Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)